

Thomas Le Roux En 1770, déjà à Rouen, la première grande pollution industrielle chimique en France...

C'est à 500 mètres de l'actuelle usine Lubrizol de Rouen qu'eut lieu la première grande pollution industrielle chimique en France, au cours des années 1770, dans le quartier Saint-Sever, sur la rive gauche: les fumées corrosives d'une fabrique d'acide sulfurique détruisirent la végétation alentour et on les soupçonna de menacer la santé publique. Malédiction sur le site ou simple coïncidence? Ni l'un ni l'autre: mais c'est au miroir du passé que l'on peut mieux comprendre comment le risque industriel et les pollutions sont encadrés aujourd'hui.

Le procès instruit en 1772-1774 après la mise en cause de la fabrique d'acide, a en effet produit un basculement dans l'ordre des régulations environnementales, un vrai changement de paradigme lourd de conséquences. Une mise en lumière du processus historique aide à répondre à un panache de questions, telles que: «Seveso, quèsaco?», «Une usine dangereuse dans la ville, est-ce possible?», «Tire-t-on les leçons d'une catastrophe industrielle?» Ou encore: «l'industriel: responsable, pas coupable?»

L'usine d'additifs pour essence et lubrifiants Lubrizol est classée «Seveso – seuil haut». Elle est donc parfaitement connue des autorités de régulation, à savoir l'Inspection des établissements classés, qui dépend du ministère de la transition écologique, et qui a un rôle préventif et de surveillance. Le classement Seveso découle d'une harmonisation européenne des règles de droit des différents Etats régissant les industries les plus dangereuses. Il tire son nom de celui de la ville de Lombardie où, en juillet 1976, l'usine chimique Icmesa laisse s'échapper un nuage toxique de dioxine qui contamine les environs. Pour prévenir ce type d'accident, trois directives européennes Seveso sont successivement adoptées en 1982, 1996 et 2012 (entrée en vigueur en 2015).

Une telle exposition des faits pourrait laisser penser que, tirant les leçons de l'expérience (un accident), les autorités réagissent et fondent un droit protecteur, sans cesse amélioré. Il n'en est rien. D'une part parce qu'avant la mise en place des directives Seveso les Etats avaient déjà leur propre réglementation, parfois plus sévère. D'autre part parce que les centrales nucléaires, par exemple, y échappent. Enfin, parce que l'on peut douter de l'efficacité du dispositif.

En matière d'industrie dangereuse, l'accident n'est pas exceptionnel, c'est la norme. Les accidents dans les établissements classés français sont passés de 827 en 2016 à 978 en 2017, et 1112 en 2018 et près de la moitié d'entre eux laissent

L'inspection des établissements dangereux, comme Lubrizol à Rouen, s'est «singulièrement assouplie» pour éviter de trop contraindre les propriétaires d'usine. Un héritage des siècles passés et de l'industrialisation à tout crin, estime l'historien

s'échapper dans l'environnement des substances dangereuses. Les établissements Seveso contribuent sensiblement à cette progression: pour 15 % en 2016, 22 % en 2017 et 25 % en 2018.

Relâchement dans la régulation depuis la directive Seveso 3 de 2012? Remontons quelques années plus en amont, car, au nom d'une simplification des règles administratives, l'inspection des établissements dangereux s'est singulièrement assouplie pour moins contraindre les industriels. Ainsi, depuis 2010, la nouvelle procédure de «l'enregistrement» a fait baisser significativement le nombre des usines devant se plier aux procédures d'autorisation de fonctionnement. Et cela malgré le souvenir, pas si lointain, de l'explosion mortelle d'AZF à Toulouse en 2001. Cette procédure a accouché du dispositif des PPRT – plans de prévention des risques technologiques (2003), dans le but de réduire la proximité des installations classées avec les habitations, et dans lesquels, par un curieux renversement de perspective, il est prévu d'exproprier non pas l'industriel source de danger mais le résident qui a eu l'imprudence de venir habiter trop près ou la mal-

chance de voir s'installer une usine près de chez lui. Chacun appréciera.

Comment comprendre que, près de quarante ans après la première directive Seveso, la coexistence des habitations et des industries dangereuses soit encore possible? C'est que ces directives reprennent l'esprit de législations nationales déjà existantes dont le but est, depuis le XIX^e siècle, d'encourager l'industrialisation, quitte à sacrifier des zones au nom de l'utilité publique. Revenons au procès de l'usine d'acide sulfurique de Rouen et son verdict par un arrêt du Conseil du roi, où l'affaire a été renvoyée, en 1774: à l'encontre de la jurisprudence établie depuis des siècles et qui visait à protéger la santé publique en supprimant toute nuisance de voisinage, il est décidé, après moult débats entre les ministres, que l'usine peut continuer à fabriquer son acide, défense faite au voisinage de gêner son fonctionnement. L'acide sulfurique est alors un nouveau produit, puissant, innovant et indispensable au décollage des industries textile et métallurgique, moteurs de l'industrialisation.

Les populations doivent s'adapter

La décision du conseil crée une brèche inédite dans la régulation des pollutions et risques industriels; elle est à l'origine d'un bras de fer de plusieurs décennies entre industrialistes (acceptation large incluant les industriels, de nombreux scientifiques et la plupart des administrateurs de l'Etat) et défenseurs d'une jurisprudence rétive aux activités de production polluantes (voisins, agriculteurs, polices et justices locales). La Révolution française et l'Empire napoléonien scellent finalement le nouveau pacte entre l'industrie et l'environnement, dans un contexte de guerre et de mobilisation de masse. La période voit une libéralisation considérable des contraintes juridiques environnementales.

En 1810, au plus fort de l'Empire, une loi sur les industries polluantes (la première du monde) se surimpose au droit commun et y déroge. Elle instaure un régime administratif industrialiste, qui est copié immédiatement sur tout le continent, puis adapté outre-Manche et outre-Atlantique à la fin du XIX^e siècle. Les réformes ultérieures de la loi (en 1917 et en 1976 en France), y compris celle

de Seveso, n'y changent rien: c'est aux populations de s'acclimater à l'industrie et son cortège de risques et de pollution, au nom de l'utilité publique, l'industrialisation étant assimilée au bien général. Plutôt que d'interdire un produit, on commence à définir une acceptabilité par la dose et les seuils. D'où la banalité de la proximité des usines dangereuses avec des zones habitées depuis deux cents ans.

Surtout, en conséquence de la loi de 1810 et du contrôle administratif, l'industriel échappe à la sphère pénale en cas de pollution: déjà responsable sans être coupable. Les seuls recours judiciaires possibles sont civils, pour déterminer des indemnités pour dommages matériels. Encore aujourd'hui, les poursuites pénales sont extrêmement rares, et les condamnations très faibles, l'exemple de l'entreprise Lubrizol venant confirmer cette règle, avec sa condamnation pour un rejet de gaz toxique, en 2013, à 4 000 euros d'amende – soit une brouille pour une entreprise de cette taille.

Autre leçon des régulations post-1810: leur insistance sur l'amélioration technique, censée rendre, toujours à court terme, l'industrie inoffensive. La récurrence de l'argumentation, décennie après décennie, laisse rêveur au regard de la progression parallèle de la pollution au niveau mondial. Si la pression du risque industriel est partiellement contenue en Europe depuis les années 1970, c'est en grande partie la conséquence des délocalisations principalement en Asie, où les dégradations environnementales sont devenues démesurées.

La régulation des risques et des pollutions ne protège donc pas assez les populations car elle protège avant tout l'industrie et ses produits, dont l'utilité sociale et l'influence sur la santé sont insuffisamment questionnées. Les garde-fous actuels (dispositifs techniques, surveillance administrative, réparation et remédiation, délocalisations) ont pour but de rendre acceptables les contaminations et les risques; ils confirment une dynamique historique tragique dont l'accident de l'entreprise Lubrizol n'est que l'arbre qui cache la forêt de pollutions toujours plus chroniques, massives et insidieuses. ■

Thomas Le Roux est historien. Chercheur au CNRS, il est l'auteur, avec François Jarrige, de «La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel» (Seuil, 2017)

Nous demandons que Vincenzo Vecchi soit libéré

Condamné en 2009 en Italie pour des violences lors du G8 à Gênes, arrêté en France le 8 août et réclamé par la justice italienne, le militant altermondialiste est sous le coup d'un mandat «inconsistant», selon un collectif de personnalités, dont **Ariane Ascaride, Pierre Lemaitre, Eric Vuillard**

Le jeudi 8 août, Vincenzo Vecchi, qui vit depuis huit ans à Rochefort-en-Terre, dans le Morbihan, bien intégré à la vie locale, est arrêté par la police. Son arrestation a lieu sous mandat d'arrêt européen. Il est emmené au centre de détention de Vezin-le-Coquet, près de Rennes, pour une procédure de renvoi vers l'Italie. Vincenzo avait participé en 2001 à la manifestation de Gênes contre le G8, et en 2006 à une contre-manifestation antifasciste non autorisée à Milan.

Rappelons aussi que selon la loi Scelba (votée en 1952), la manifestation de Milan dite «officielle», organisée ce jour-là par le parti d'extrême droite Fiamma tricolore, aurait dû être interdite pour apologie du fascisme. De nombreux manifestants ont été arrêtés à Gênes (plus de 600 arrestations) et dix personnes ont été condamnées pour l'exemple à des peines lourdes, de huit et quinze ans!

Ces condamnations ont été prononcées sous le chef d'inculpation de «dévastation et

pillage», une subtilité du code pénal italien, le «code Rocco», introduit par le régime fasciste en 1930 et réveillé lors du procès de Milan pour justifier les répressions abusives. Le code Rocco permet, dans les faits, au nom de la notion de «concours moral» aux événements, de sanctionner par des peines de prison très lourdes la simple présence ou la participation à des manifestations, sans avoir à prouver une quelconque culpabilité.

Ainsi, «les dix de Gênes», dont Vincenzo, ont été condamnés à des peines aberrantes: pour Vincenzo Vecchi, une peine de douze ans et six mois. Il a donc décidé de se soustraire à cette peine disproportionnée autant qu'injuste en se réfugiant en France. Nous tenons à rappeler qu'à la manifestation de Gênes la répression policière fut condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH): certains auteurs de violences policières

contre les manifestants n'ont pas été poursuivis, et ceux qui ont été poursuivis n'ont à ce jour effectué aucune peine. Cette répression policière avait pourtant entraîné des traitements inhumains et dégradants sur les manifestants en marge du sommet. Selon la CEDH, ces traitements sont assimilables à des «actes de torture». Ce qui, bien évidemment, questionne sur la légitimité du jugement, et jette le plus grand discrédit sur les peines de prison infligées aux manifestants.

Une grossière manipulation

Nous soulignons que le mandat d'arrêt européen (MAE) de Gênes est incomplet et inconsistant, comme l'ont reconnu, à Rennes, la cour et l'avocat général lors des audiences des 14 et 23 août. Quant au MAE concernant Milan, c'est une grossière manipulation, révélée par les avocats italiens, car Vincenzo a d'ores et déjà purgé cette peine. Or un MAE ne

peut pas être demandé pour une peine déjà effectuée. La justice italienne ne pouvait pas ignorer la décision de la cour d'appel de Milan du 9 janvier 2009, qui certifie l'exécution de la peine pour les faits reprochés ayant eu lieu en 2006. La justice italienne a donc fait preuve de déloyauté et volontairement «chargé» Vincenzo Vecchi.

Nous demandons que les deux MAE soient définitivement cassés, ce qui annulerait la procédure de renvoi. En effet, si la justice française acceptait le renvoi de Vincenzo en Italie, elle entérinerait une juridiction d'exception qui fait fi du fondement même de notre système judiciaire basé sur la preuve. Par le biais du MAE, on étendrait de fait à l'espace juridique européen une loi liberticide. C'est pourquoi Vincenzo Vecchi, injustement condamné par l'Italie et détenu en ce moment en France, doit être libéré. ■

Premiers signataires:
Ariane Ascaride, comédienne; **Etienne Balibar**, philosophe; **Laurent Cantet**, réalisateur; **Didier Eribon**, philosophe; **Annie Ernaux**, écrivaine; **Pierre Lemaitre**, écrivain; **Pierre Michon**, écrivain; **Françoise Nyssen**, éditrice; **Volker Schlöndorff**, cinéaste; **Jacques Tardi**, auteur et dessinateur; **Eric Vuillard**, écrivain; **Sophie Wahnich**, historienne.
Liste complète des signataires sur Lemonde.fr